

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Reims, le 22/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ECOLAB PRODUCTION FRANCE

94 AVENUE DU GENERAL PATTON
51000 Châlons-En-Champagne

Références : D2 i 2026 340
Code AIOT : 0005701684

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/03/2026 dans l'établissement ECOLAB PRODUCTION FRANCE implanté BP 509 94 Avenue du Général Patton 51000 Châlons-en-Champagne. L'inspection a été annoncée le 28/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection portait sur la surveillance des rejets aqueux et leurs modalités de surveillance.

Elle a notamment permis de faire un point sur le fonctionnement de la nouvelle installation de traitement des eaux, depuis sa mise en service en 2021. Plus globalement, elle a porté sur la gestion de l'eau sur le site, afin d'actualiser les prescriptions du volet « eau » de l'arrêté d'autorisation, dont la dernière mise à jour date de 2017.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ECOLAB PRODUCTION FRANCE
- BP 509 94 Avenue du Général Patton 51000 Châlons-en-Champagne
- Code AIOT : 0005701684
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société ECOLAB est le leader mondial en matière de solutions et services concernant l'eau, l'hygiène et la prévention des infections. Le site ECOLAB est implanté dans la ville de Châlons-en-Champagne (51). Le site, employant environ 200 salariés, exploite une usine dont la production est axée sur la fabrication de savons, détergents et produits d'entretien. Il est soumis à autorisation au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement en vigueur et est classé Seveso Seuil Haut par dépassement direct des seuils des rubriques 4441 (liquides comburants) et 4510 (toxiques pour l'environnement). Il dépend aussi de la directive IED (rubrique 3410).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Collecte des effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 03/05/2017, article 4.2.1	Demande d'action corrective	3 mois
3	Identification des effluents et points de rejet	Arrêté Préfectoral du 03/05/2017, article 4.3.1 & 4.3.5	Demande d'action corrective	3 mois
5	Gestion des eaux	Arrêté Préfectoral du 03/05/2017, article 4.3.8	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 03/05/2017, article 4.3.9.1 / 9.2.1.1 / 9.2.3	Demande d'action corrective	3 mois
9	Autosurveillance RSDE	AP Complémentaire du 03/05/2017, article 4.3.9.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
10	Justification de dépassements et actions correctives	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Prélèvements	Arrêté Préfectoral du 03/05/2017,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	et consommations d'eau	article 4.1.1	
4	Conception des ouvrages de rejet	Arrêté Préfectoral du 03/05/2017, article 4.3.6.1	Sans objet
6	Réalisation de la déclaration GERP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7	Sans objet
7	Complétude de la déclaration GERP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La gestion de l'eau sur le site est globalement satisfaisante, avec des consommations maîtrisées et des rejets conformes aux exigences réglementaires. Des progrès notables ont été réalisés en matière de réduction des consommations. Les rejets sont également conformes aux exigences réglementaires, mais leur qualité pourrait être encore améliorée grâce à une utilisation complète de la filière de prétraitement. Un travail est engagé sur le sujet par l'exploitant.

Toutefois, certains éléments relatifs à la gestion et au suivi des eaux doivent encore être formalisés et transmis à l'Inspection. Ils permettront de préciser le cadre réglementaire applicable au site, en tenant compte des évolutions des conditions d'exploitation et de la réglementation.

À ce titre, un positionnement réglementaire de l'exploitant est attendu sur les rejets et leur surveillance.

Dans cette optique, des éléments complémentaires sont attendus, notamment en matière de transmissions des données d'autosurveillance.

L'exploitant doit notamment transmettre à l'Inspection :

- le plan des réseaux d'alimentation et de collecte des eaux complété (constat N°2);
- un plan de situation des six piézomètres suivis (B1 à B6) ainsi que la synthèse des analyses des eaux souterraines réalisées pour les années 2021 à 2025 (constat N°8);
- des éléments actualisés sur le fonctionnement et les performances de la station de prétraitement (constat N°5);
- les éléments d'autosurveillance via GIDAF pour les années 2021 à 2025, conformément à la liste des substances définies par l'arrêté préfectoral complémentaire de 2017 (constat N°10);
- les justifications de suivi des Substances Dangereuses dans les Eaux entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau, au regard du cadre réglementaire applicable

(constat N°9).

L'ensemble de ces éléments est à transmettre sous un délai de 3 mois. Le cas échéant, un plan d'actions assorti d'un échéancier de mise en œuvre sont attendus sur le volet des substances RSDE (Recherche des Substances Dangereuses dans les Eaux).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prélèvements et consommations d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/05/2017, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Origine des approvisionnements en eau
Prescription contrôlée : [...] Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités annuelles maximales suivantes : <ul style="list-style-type: none">• Eau souterraine : 120 000 m³• Réseau public : 160 000 m³ La consommation maximale annuelle d'eau est fixée à environ 160 000 m ³ .
Constats : Les volumes prélevés en 2025 présentés lors de l'inspection s'élèvent à 123 000 m ³ , répartis entre 96 000 m ³ d'eau souterraine et 27 000 m ³ d'eau potable. Les volumes prélevés restent inférieurs aux seuils fixés par l'arrêté préfectoral. L'exploitant indique que l'eau représente 45 % des matières premières utilisées. Il précise avoir réduit de 20 % sa consommation d'eau par tonne de produit en deux ans grâce à plusieurs actions, notamment : <ul style="list-style-type: none">• l'installation de compteurs d'eau sur l'ensemble du site, permettant un suivi quotidien des consommations,• l'optimisation des ses procédés (mélangeurs, opérations de rinçage, etc.). L'Inspection n'a pas relevé d'écart sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Collecte des effluents liquides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/05/2017, article 4.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, • les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...) • les secteurs collectés et les réseaux associés • les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) • les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
<p>Constats :</p> <p>À l'examen, le plan apparaît globalement complet. Toutefois, certains éléments ne sont pas explicitement mentionnés, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les points de contrôle des ouvrages d'épuration, • la présence de vannes d'obturation permettant d'isoler les réseaux internes vis-à-vis de l'extérieur.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sous 3 mois, transmettre à l'Inspection un plan des réseaux d'alimentation et de collecte des eaux complété.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 3 : Identification des effluents et points de rejet

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/05/2017, article 4.3.1 & 4.3.5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Identification des effluents et points de rejet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>4.3.1 Identification des effluents</p> <p>L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • eaux pluviales : issues du ruissellement sur les toitures et voiries ; • eaux usées : elles se composent des eaux vannes, de process (lavage des équipements, des ateliers, ...), des eaux issues des capacités de rétention associées aux stockages de produits dangereux ainsi que celles issues des aires de stationnement des véhicules associées, ... ; • eaux d'extinction incendie ;

4.3.5 Localisation des points de rejet

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :

- eaux pluviales : station « eaux pluviales », composée de 2 cuves de 50m³, équipée d'un dispositif de contrôle avant rejet au canal St Martin. Chaque cuve correspond à une partie (nord ou sud) du réseau eaux pluviales et est équipée de 2 pompes une à faible débit (fonctionnement normal) et une à fort débit (en cas d'atteinte du niveau haut des cuves). Si les eaux sont polluées (non conformité à l'article 4.3.11 notamment) elles sont dirigées vers la station de pré-traitement des eaux usées (par la pompe de faible débit) éventuellement après passage par le bassin de rétention des eaux d'extinction (pompe à fort débit) ou éliminé comme déchets par un éliminateur agréé;
- eaux usées : station de pré-traitement avant rejet dans le réseau urbain puis station d'épuration de la communauté d'agglomération de Châlons en Champagne;
- eaux d'extinction : bassin de rétention;

Constats :

L'exploitant distingue bien les différentes catégories d'effluents générés sur le site (eaux pluviales, eaux usées, eaux d'extinction incendie). Le réseau d'eaux usées est de type unitaire et collecte à la fois les eaux usées domestiques et les eaux usées non domestiques (industrielles et assimilées).

Les réseaux de collecte et les points de rejet associés ont été présentés par l'exploitant et vérifiés par rapport au plan transmis postérieurement à l'inspection.

Le réseau d'eaux pluviales est commun aux sites d'Ecolab et d'Henkel. Le site d'Henkel n'est plus exploité et ses eaux de ruissellement ne sont pas prétraitées par un séparateur d'hydrocarbures. Chaque site dispose d'une cuve de relevage enterrée de 50 m³.

Un bassin de rétention des eaux d'extinction incendie est raccordé au réseau d'eaux pluviales.

L'exploitant indique disposer de deux exutoires :

- un rejet vers le milieu naturel (canal Saint-Martin)
- un rejet vers le réseau d'assainissement collectif après prétraitement

Toutefois, le plan transmis laisse apparaître un exutoire supplémentaire au niveau du prétraitement, localisé au Sud-Est du site, correspondant à un rejet d'eaux usées vers le milieu naturel. Cet exutoire n'a pas été identifié sur le terrain.

Concernant l'exutoire des eaux pluviales vers le milieu naturel, situé au Nord-Est du site, celui-ci

n'est pas utilisé et est maintenu fermé au moyen d'une vanne guillotine. La présence de vannes d'obturation, permettant d'isoler les réseaux internes vis-à-vis de l'extérieur, n'est pas signalée sur le plan transmis. Par ailleurs, si cet exutoire est bien figuré sur le plan, il ne fait pas l'objet d'une identification explicite dans la légende, contrairement aux autres points de rejet.

L'exploitant indique que l'ensemble des effluents (eaux pluviales, eaux usées (domestiques et industrielles) générés sur le site est actuellement dirigé vers la station de prétraitement du site puis vers le réseau d'assainissement collectif.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous 3 mois, transmettre à l'Inspection un plan des réseaux d'alimentation et de collecte des eaux actualisé, clarifiant la destination de l'ensemble des exutoires.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Conception des ouvrages de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/05/2017, article 4.3.6.1

Thème(s) : Risques chroniques, Conception des ouvrages de rejet

Prescription contrôlée :

Rejet dans le milieu naturel (canal St Martin)

Le dispositif de rejet des effluents liquides est aménagé de manière à :

- réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci,
- ne pas gêner la navigation (le cas échéant).

Il doit, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

En cas d'occupation du domaine public, une convention sera passée avec le service de l'État compétent.

Rejet dans une station collective (Communauté d'agglomération de Châlons en Champagne)

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L.1331-10 du code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au Préfet.

Constats :

Le point de rejet vers le milieu naturel (voir constat N°3) n'est plus utilisé.

Le rejet des eaux usées vers le réseau d'assainissement collectif est encadré par une convention tripartite (CAC, ECOLAB, VEOLIA) signée en 2022.

L'Inspection n'a pas relevée d'écart sur ce point.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Gestion des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/05/2017, article 4.3.8

Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des eaux internes à l'établissement

Prescription contrôlée :

4.3.8.1 Gestion actuelle des eaux

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux : eaux pluviales, eaux usées, eaux d'extinction le cas échéant, vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

Notamment,

- Les eaux usées du site sont collectées, pré-traitées et envoyées vers le réseau urbain en direction de la station d'épuration de la communauté d'agglomération de Châlons en Champagne.

Le prétraitement des effluents issus d'ECOLAB consiste en :

- une homogénéisation dans le bac de 1600 m³ ;
- un ajustement du pH;
- un dégrillage/décantation;

Le rejet de ces eaux fait l'objet d'une autorisation et d'une convention conclues avec la communauté d'agglomération de Châlons en Champagne.

La convention de déversement définit également des modalités de surveillances des rejets.

- Les eaux pluviales du site sont collectées, contrôlées et rejetées au canal St Martin. Leur rejet fait l'objet d'un accord de la part du gestionnaire du milieu récepteur.
- Les eaux d'extinction sont collectées dans le bassin de rétention. Ce dernier est alimenté à partir du réseau d'eaux pluviales en fonctionnement normal:

1. Un système de surverse permet de séparer, sur le réseau sud, les eaux pluviales courantes dirigées vers la fosse de relevage et les eaux d'extinction dirigées vers le bassin.

2. En cas de précipitations importantes, sur le réseau nord, par atteinte d'un niveau haut sur la cuve de relevage, la pompe à fort débit dirige également les eaux vers le bassin.

Dans les deux cas, une vanne placée sur la conduite d'accès au bassin permet d'isoler les eaux dans le bassin de rétention.

4.3.8.2 Création d'une nouvelle unité de pré-traitement

L'exploitant doit transmettre avant le 30 juin 2017, à l'inspection des installations classées, les conclusions de l'étude spécifique de mise à niveau de la station de pré-traitement citée au 4.3.8 (installation de pré-traitement des eaux usées du site avant rejet à la station d'épuration de la communauté d'agglomération). Ces conclusions devront être accompagnées de l'échéancier de réalisation des travaux jusqu'à la mise en service de la nouvelle unité. Le document transmis devra présenter :

- la caractérisation des effluents
- les solutions techniques retenues au regard des différents paramètres présents dans les eaux usées du site
- le rendement attendu de l'installation

L'exploitant devra justifier de l'avancement des travaux a minima tous les 6 mois.

Constats :

La nouvelle unité de prétraitement des effluents a été mise en service en 2021. La filière de traitement est constituée d'un évapoconcentrateur associé à une ultrafiltration et à une osmose inverse. La combinaison de ces procédés avait pour objectif initial de permettre la réutilisation des eaux usées traitées sur le site.

Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que l'ultrafiltration et l'osmose inverse ne sont pas utilisées et sont actuellement by-passées, et qu'aucune réutilisation des eaux n'est effectuée. L'exploitant avait préalablement indiqué cette situation, en précisant rencontrer des difficultés techniques et sanitaires liées :

- à la présence de corps gras dans les eaux usées, qui entraîne le colmatage des filtres de ces procédés,
- à la réutilisation d'eaux usées d'origine humaine, qui n'est pas permise dans certaines cultures.

L'exploitant indique être à la recherche de solutions techniques pour réduire et dissocier la charge polluante en amont du prétraitement, afin de permettre l'utilisation complète de la filière.

Cette situation n'a pas d'incidence sur la conformité du rejet actuel, celui-ci respectant les seuils réglementaires applicables comme le confirment les résultats d'autosurveillance (voir constat N°8). Toutefois, cette configuration nécessite une mise à jour des informations relatives aux rejets et au fonctionnement de l'installation transmis à l'Inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous 3 mois, transmettre à l'Inspection des éléments complémentaires et précisés relatifs au fonctionnement et aux rejets de l'installation de prétraitement dans sa configuration actuelle, comprenant notamment :

- un positionnement sur les rubriques concernées (nomenclature eau et/ou ICPE),
- une description des flux et déchets (quantités, traitements éventuels, codification),
- une description des moyens de suivi et de surveillance,
- une liste des consommables et produits nécessaires au fonctionnement de l'installation,
- un positionnement argumenté sur les valeurs limites d'émission dans l'eau et dans l'air.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Réalisation de la déclaration GERE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7

Thème(s) : Actions régionales, Déclaration GERE

Prescription contrôlée :

La déclaration des données d'émissions polluantes et des déchets d'une année N est effectuée avant le 31 mars N + 1.

Constats :

L'exploitant a réalisé la déclaration de ses données d'émissions polluantes et de déchets pour l'année 2024 avant le 30/03/2025.

L'Inspection n'a pas relevé d'écart sur ce point.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Complétude de la déclaration GERE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4

Thème(s) : Actions régionales, Déclaration GERE

Prescription contrôlée :

I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après :

-les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident ;

-les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement dans le sol de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté, provenant de déchets soumis aux opérations de " traitement en milieu terrestre " ou d'" injection en profondeur " énumérées à l'annexe I, de la directive 2008/98/ CE du 19 novembre 2008 relative aux déchets ;

-les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m³/ an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m³/ an ;

-les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m³/ an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ;

-la chaleur rejetée (par mégathermie) dès lors que celle-ci est supérieure à 100 Mth/ an pour les rejets en mer et 10 Mth/ an pour les rejets en rivière pour la période allant du 1er avril au 31

décembre ;

-les rejets et transferts hors du site provenant de mesures de réhabilitation.

Tout exploitant qui a déclaré pour une année donnée, en application des alinéas précédents, une émission d'un polluant supérieure au seuil fixé pour ce polluant, déclare la quantité émise de ce polluant pour l'année suivante même si elle est inférieure aux seuils.

II.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :

-les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/ an.

L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :

-les quantités de déchets non dangereux générés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure à 2 000 t/ an.

Cette déclaration comprend :

-la nature du déchet (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe de la décision 2000/532/ CE dans sa version modifiée par la décision 2014/955/ UE susvisée) ;

-la quantité par nature du déchet ;

-le nom et l'adresse de l'entreprise vers laquelle le déchet est expédié ;

-le mode de valorisation ou d'élimination réalisé par la société susmentionnée, selon les codes spécifiques de l'annexe IV.

[...]

Constats :

L'exploitant a déclaré ses données annuelles pour 2025 concernant :

- les prélèvements d'eaux souterraines et potable du site,
- les volumes d'eau rejetée,
- les déchets dangereux et non dangereux produits.

Les informations déclarées semblent cohérentes avec les activités du site.

Par sondage, l'Inspection n'a pas relevé d'écart sur ce point.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/05/2017, article 4.3.9.1 / 9.2.1.1 / 9.2.3
Thème(s) : Actions régionales, Autosurveillance
Prescription contrôlée : Art. 4.3.9.1 Valeurs rejet eaux usées & Périodicité Art. 9.2.1.1 Autosurveillance Art. 9.2.3 Autosurveillance eaux souterraines Réseau de 3 piézomètres relevés 2 fois/an avec prélèvements nappe et analyses paramètres (COVH, phosphates, pH, résistivité, T°C)
Constats : L'exploitant met en œuvre une autosurveillance des eaux usées et des eaux souterraines. Eaux usées : Des analyses quotidiennes sont réalisées par le laboratoire interne du site. Une analyse mensuelle est réalisée par un laboratoire externe. Les résultats d'analyse sont suivis via un outil Excel dédié permettant d'identifier les éventuels dépassements. Un contrôle de recalage des résultats internes avec ceux des analyses externes est également réalisé. Un contrôle par sondage a permis de constater le respect, des paramètres suivis, des fréquences d'analyse, ainsi que des seuils de rejet. Les concentrations mesurées sont très en deçà des seuils réglementaires (de l'ordre de 10 fois). Les contrôles de recalage ont mis en évidence des écarts ponctuels entre les résultats d'analyses internes et externes. Toutefois, ces écarts ne sont pas significatifs au regard des seuils réglementaires, les concentrations restant largement inférieures à ces derniers. Le suivi du pH en continu a été constaté sur le terrain, avec des valeurs mesurées autour de 8,5. Eaux souterraines : L'autosurveillance des eaux souterraines est réalisée deux fois par an, en période de basse et de haute eau. Trois piézomètres (B1, B2, B6) sont suivis sur le périmètre du site Ecolab, et trois autres (B3, B4, B5) sur le périmètre du site voisin Henkel (également suivis par Ecolab). Le plan de localisation des piézomètres n'a pas pu être consulté lors de l'inspection. Les résultats présentés montrent des variations non systématiques entre les campagnes de basse

et de haute eaux, ainsi qu'entre les différents piézomètres. Ils ne font pas l'objet d'une analyse par l'exploitant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Transmettre à l'Inspection sous 3 mois :

- un plan de situation des six piézomètres suivis (B1 à B6),
- une synthèse des résultats d'analyses des eaux souterraines réalisées au cours des 5 dernières années, accompagnée des éléments permettant d'apprécier l'évolution des paramètres et leur conformité aux prescriptions applicables.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Autosurveillance RSDE

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/05/2017, article 4.3.9.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance

Prescription contrôlée :

Art 4.3.9.1.1 de l'Arrêté Préfectoral Complémentaire du 03/05/2017

[...] A compter de la mise en service de la nouvelle station de pré-traitement des eaux usées ou au plus tard au 1^{er} juillet 2019, les valeurs limites d'émission sont définies comme étant celles définies dans les conclusions des meilleurs techniques disponibles applicables [...]

Art 34 de l'Arrêté Ministériel du 02/02/1998

[...] Lorsqu'une installation est raccordée à une station d'épuration urbaine, les valeurs limites d'émissions en sortie d'installation des polluants autres que les macropolluants mentionnés ci-dessus sont les mêmes que celles pour un rejet dans le milieu naturel. [...]

Constats :

L'exploitant indique suivre mensuellement les substances relevant de la surveillance des paramètres RSDE (Recherche des Substances Dangereuses dans les Eaux).

Les fichiers consultés par sondage ne font état d'aucune non-conformité.

Après l'inspection, l'exploitant a transmis un fichier regroupant le bilan des analyses RSDE réalisées depuis 2016. L'analyse de ces données montre que l'exploitant suit :

- les 14 substances caractéristiques des activités industrielles, dont les rejets respectent les valeurs limites de concentration,
- 21 substances parmi les 64 substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état

des masses d'eau sont suivies et respectent les valeurs limites. Pour les 43 substances restantes, l'exploitant n'a pas fourni d'éléments justifiant l'absence de suivi.

Une forte baisse des concentrations des substances suivies a été constatée après la mise en œuvre de la nouvelle station de traitement en 2021, avec des diminutions pouvant atteindre un facteur 10 pour certains métaux (fer, aluminium, zinc) et pour l'indice phénol.

L'exploitant indique souhaiter réduire la surveillance des paramètres RSDE, les analyses réalisées n'ayant révélé aucune non-conformité depuis plusieurs années.

En synthèse, l'exploitant respecte les prescriptions de son arrêté préfectoral complémentaire de 2017 concernant les paramètres suivis, la fréquence des analyses et le respect des valeurs limites, en concentration comme en flux.

Toutefois, la réglementation sur la recherche des substances dangereuses dans les eaux a évolué depuis 2017. Dans ce contexte, le suivi mis en place par l'exploitant apparaît incomplet, notamment en l'absence de justification du périmètre des substances suivies, celui-ci ne couvrant qu'un tiers des substances entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous 3 mois, transmettre à l'Inspection les justifications de suivi des substances RSDE, et notamment :

- pour les substances non suivies : les éléments justifiant l'absence de suivi au regard des seuils et exigences réglementaires applicables (absence de rejet, non-pertinence, évolution des activités, etc.),
- pour les substances suivies : les éléments justifiant le maintien de la surveillance ou, le cas échéant, les éléments permettant d'envisager son adaptation ou sa réduction,
- les modalités de surveillance mises en œuvre ou à mettre en place afin de garantir le respect des exigences réglementaires applicables.

Le cas échéant, l'exploitant devra proposer un plan d'actions visant à compléter le dispositif de surveillance, assorti d'un échéancier de mise en œuvre.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Justification de dépassements et actions correctives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV

Thème(s) : Actions régionales, Autosurveillance

Prescription contrôlée :

IV. Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Dès lors que le programme de surveillance prévoit une analyse hebdomadaire ou plus fréquente, ces éléments sont transmis à l'inspection des installations au plus tard le dernier jour du mois qui suit le mois de la mesure.

Pour les fréquences d'analyse mensuelle à trimestrielle, le délai est porté au dernier jour du premier mois du trimestre calendaire suivant.

L'arrêté préfectoral peut prescrire l'obligation et le délai de transmission dans d'autres cas, lorsque le contexte local le justifie.

Constats :

L'exploitant indique ne pas transmettre les résultats de la surveillance de ses émissions via le site de télédéclaration GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquente), estimant que le cadre GIDAF n'est pas adapté à son site et qu'une saisie complète des données n'est pas compatible avec la fréquence et le volume de données à traiter. Il précise toutefois que le suivi est réalisé en interne et qu'aucun dépassement n'a été constaté.

À ce jour, seules les données des campagnes PFAS de 2024 ont été renseignées.

L'Inspection rappelle que le cadre de déclaration GIDAF est en adéquation avec les substances et paramètres de surveillance définis dans l'arrêté préfectoral complémentaire de 2017. L'exploitant doit donc renseigner ses données de surveillance dans ce cadre.

Par ailleurs, en lien avec le constat N°9 précédent relatif à l'évolution de la réglementation RSDE et aux éléments à transmettre par l'exploitant concernant le périmètre des substances suivies, une mise à jour du dispositif de surveillance et de sa déclaration pourrait être envisagée au regard de ces éléments.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous 3 mois, transmettre à l'Inspection :

- les résultats d'autosurveillance via le portail GIDAF pour les années 2021 à 2025, conformément à la liste des substances définies par l'arrêté préfectoral complémentaire de 2017

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois